

Questions orales

L'hon. Bud Cullen (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, le député était au comité hier soir lorsque j'ai donné une réponse assez complète à un groupe confessionnel qui est venu témoigner au comité et qui a présenté un rapport admirable. J'ai fait savoir que je chercherais à ce que les raisons du refus soient expliquées. Je fais vérifier cette question pour savoir comment pouvoir le faire dans de bonnes conditions.

En ce qui concerne des audiences personnelles, bien entendu, un réfugié a la possibilité de présenter une instance, de répondre aux questions, d'examiner la transcription qui est préparée et d'y apporter des corrections ou même de combler les lacunes du document. Il a la possibilité de le faire en présence de l'avocat, avant que la question soit renvoyée au comité consultatif du statut des réfugiés et si la demande est refusée à ce stade, il y a un examen spécial au sein du ministère, après quoi les demandeurs peuvent interjeter appel à la Commission d'appel de l'Immigration.

● (1150)

Une voix: Une autre audience.

M. Cullen: Ce que le Nouveau parti démocratique demande maintenant, c'est une autre audience. Je dois dire au député que l'affaire est ensuite ramenée devant la Commission d'appel de l'immigration qui détermine s'il y a des raisons valables de tenir une audience complète.

J'ai écrit à la présidente de la Commission pour lui demander d'étudier l'instance du groupe religieux afin de savoir s'il était possible d'entendre un plus grand nombre de causes. Nous avons tous intérêt à supprimer les causes qui ne sont pas sérieuses parce qu'elles nous empêchent de nous occuper des appelants qui ont raison de faire appel. J'ai demandé à M^{lle} Scott d'étudier la question.

M. Brewin: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Laissons les questions générales et passons à un cas particulier. Le ministre peut-il nous dire si M^{me} Luchsinger aura le droit de comparaître devant le Conseil consultatif de la sécurité et présenter sa version de l'affaire comme l'a proposé M. John Carson, un membre du comité consultatif qui a recommandé qu'on procède de cette manière?

M. Alexander: C'est aussi ce que je propose.

M. Cullen: Monsieur l'Orateur, il y a toujours quelqu'un pour ramasser les lauriers. Le Conseil consultatif de la sécurité a été établi pour que je puisse lui soumettre les faits qui me sont communiqués et il a pour fonction de déterminer quelle importance il convient de leur accorder. Sauf erreur, le conseil a étudié cinq cas. A l'heure actuelle, il tente de concevoir une procédure régulière et efficace qui pourrait très bien requérir la comparution de l'individu concerné.

Je ne dis pas que les choses se passent ainsi dans l'affaire Luchsinger parce qu'il y règne une certaine confusion. M^{me} Luchsinger ne demande pas à être considérée comme réfugiée. Elle est au Canada grâce à un permis du ministère et elle désire acquiescer le titre d'immigrant reçu. Ce n'est pas une réfugiée. Elle possède un passeport allemand. Ce n'est donc pas une réfugiée chilienne. Elle peut retourner en Allemagne

[M. Brewin.]

n'importe quand si elle le désire. Elle se trouve au Canada grâce à un permis du ministère et elle demande à être considérée comme immigrante reçue: c'est un point à signaler.

Quant à la faire comparaître personnellement, j'en discuterai avec le Conseil consultatif de la sécurité. Je crois qu'il est un peu tôt pour cela à l'heure actuelle. J'ai demandé à M. Carson, à M. Cadieux et au juge Noel d'étudier la procédure pour savoir quelle serait la meilleure façon de procéder.

* * *

LES POIDS ET MESURES

L'AIDE AUX PERSONNES QUI ONT BESOIN D'OUTILS ADAPTÉS AU SYSTÈME MÉTRIQUE

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé de la Commission du système métrique et a trait au programme d'aide à l'adaptation des outils. Il y a quelque temps, je posais une question au sujet de l'aide de ce genre accordée aux agriculteurs et aux particuliers.

Étant donné qu'un programme est maintenant sur pied pour venir en aide aux employés qui ont besoin d'outils adaptés au système métrique, le ministère songe-t-il à élargir le programme pour aider les agriculteurs, les menuisiers et les propriétaires de petits garages et entreprises qui devront adopter le système métrique?

L'hon. A. C. Abbott (ministre du Revenu national et ministre d'État (petite entreprise)): Monsieur l'Orateur, je crois savoir qu'ils en profitent déjà. Je voudrais considérer la question comme une instance dont je ferai part à mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, qui suit de près la question de la métrication et qui s'intéresse à tous ses aspects.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

LE RAPPORT MCINTYRE—LES PRÉTENDUS HARCÈLEMENTS DE LA PART D'AGENTS DE LA GRC

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, n'ayant reçu aucune réponse aux questions que j'inscrivais au *Feuilleton* le 19 février, je voudrais poser une question au solliciteur général au sujet d'un rapport du juge Leo McIntyre au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse au sujet d'un rapport présenté par la commission concernant de prétendus harcèlements que la Gendarmerie royale aurait fait subir à un médecin.

Le solliciteur général pourrait-il me dire quelle mesure, s'il en est, il entend prendre par suite de l'enquête effectuée par cette commission? S'il n'entend pas agir lui-même, saisira-t-il le ministre de la Justice, la commission McDonald, le procureur général de la Nouvelle-Écosse de cette question ou quelle sera en définitive la mesure qui sera prise?

L'hon. J.-J. Blais (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne la question du député inscrite au *Feuilleton*, je suis désolé mais elle n'a pas été signalée à mon attention. J'aurais préféré répondre à la question de cette façon-là.